

Les militaires français et sénégalais éprouvent quelques difficultés à faire admettre leur neutralité aux populations hutues

Les ambiguïtés de l'opération « Turquoise »

Corine Lesnes

Le Monde, 28 juin 1994, page 7

L'intervention militaire française au Rwanda

Moins qu'au Rwanda, c'est pour l'instant au Zaïre que les militaires français ont débarqué. Sur le millier d'hommes arrivés pour participer à l'opération « *Turquoise* », une centaine seulement ont passé la nuit du dimanche 26 au lundi 27 juin sur le sol rwandais, selon le général Lafourcade, qui commande l'opération. Plus de sept cents hommes sont cantonnés à Goma, à la frontière zairoise. Occupés à des tâches de déchargement de matériel, la plupart d'entre eux ne sont pas encore sortis de l'aéroport. Les abords de la piste sont plantés de tentes, dont quatre abritent l'avant-garde de quarante Sénégalais qui a rejoint les Français.

L'acheminement du matériel a pris du retard. Les difficultés sont dues au fait qu'il a fallu coordonner le transport de diverses unités basées en Afrique et aussi, selon un officier, au refus des équipages militaires russes qui pilotent les gros porteurs Antonov, loués par l'armée, de se poser sur l'aéroport de Goma. Acheminée par un Transall français, la section sénégalaise – deux cent quarante hommes sont attendus – a en revanche été mise à contribution dès samedi. « *On s'attendait à être engagés dans les points chauds. En fait, c'est très calme* », a résumé le capitaine Gatta Ba, de retour d'une première incursion dans le nord-ouest au Rwanda.

D'entrée, les militaires sénégalais ont cependant pu constater la difficulté de la mission de « *neutralité* » qu'il leur a été demandé de remplir dans cette région de l'ouest du pays, où les Hutus seraient acculés au lac Kivu, qui marque la frontière avec le Zaïre, si le

Front patriotique rwandais (FPR) continuait d'avancer. « *Les réfugiés réclament des armes. Pour eux, depuis qu'ils nous voient, c'est comme si c'était fait. On sent l'ambiguïté* », explique le capitaine, qui ne s'inquiète pas outre mesure de ces premiers réflexes hérités du passé : « *Avec le temps, les gens se rendront compte* ».

Une allure de caravane

Jusqu'à présent, les forces engagées dans l'opération « *Turquoise* » se sont bornées à des incursions motorisées en territoire rwandais, à la recherche de populations menacées. Les convois d'exploration, qui partent de Bukavu, dans le Sud, et de Goma, dans le Nord, sont de taille limitée et relativement peu armés. Pas un coup de feu n'a été échangé et les mortiers et automitrailleuses légères sont tenus en réserve, à Goma. « *Nous y allons prudemment*, explique le général Lafourcade, *le but n'est pas d'effrayer le monde avec une action guerrière importante.* »

Dans la région de Cyangugu, où a été « *libéré* » de la peur un camp de plusieurs milliers de réfugiés tutsis, le général a fait état de besoins humanitaires « *importants* ». Une quarantaine de militaires français viennent passer la nuit à proximité pour rassurer les réfugiés. Soucieuses de manifester à tout instant leur neutralité, après une intervention trop tardive pour ne pas continuer à alimenter, sur place, des arrières-pensées, les forces françaises se sont efforcées de limiter les relations avec les personnages officiels à ce que le général Lafourcade appelle « *des contacts de*

politesse » avec « *les autorités locales* » : préfet, gendarmes, bourgmestres.

De bonne guerre, les représentants de ces autorités ont semblé s'amuser à se trouver sur le chemin des convois. Samedi, une voiture sono a ouvert la route à Gisenyi, comme si les vivats de la population ne suffisaient pas à donner à cette opération problématique, dans un pays dont le drame a révolté le monde, une allure de caravane du Tour de France. Et, dimanche, une voiture de militaires hutus est venue s'infiltrer, drapeau tricolore au vent, entre les Peugeot P4 français. Drapeau offert, selon le conducteur, par l'un des membres du « *gouvernement* » installé à l'Hôtel Méridien de Gisenyi.

En se rendant dimanche au Rwanda, le convoi de reconnaissance de la route de Kibuye a passé la frontière sans autre formalité qu'un signe de la main et devant lui, les barrages se sont levés. Personne n'était dupe, ils se sont reformés immédiatement, mais l'attirail de plusieurs kilos de bois et de métal transporté habituellement par les miliciens de la région, comme si une arme ne suffisait pas à conjurer leur peur, avait disparu et l'on n'apercevait plus qu'ici ou là un gourdin fraîchement taillé à la serpe.

Les soldats du RICM (régiment d'infanterie de chars de marine) arrivés de Bouar (Centrafrique) n'ont manifesté qu'indifférence, et on les voyait, à l'étape, sortir leurs pinceaux pour nettoyer la poussière de la mitrailleuse latérale comme pour se donner une contenance. « *C'est pour faire beau*, expliqua l'un d'eux, *on fait de l'humanitaire.* » Les Sénégalais n'ont même pas posé le pied à l'extérieur du camion.

« Ces gens-là sont dangereux »

A l'arrêt dans la commune de Kayove, le commandant s'est enquis des besoins humanitaires pendant qu'un jeune homme connaissant par cœur la proportion de Tutsis dans la commune « *Je suis l'assistant bourgmestre, je m'appelle André* » assurait que les 4 % comptabilisés lors du recensement de 1991 étaient tous en bonne forme. A ses côtés, le professeur de français imputait à une catastrophe naturelle l'état de la maison drôlement détruite au-dessus des bananiers : « *C'est le vent* ». Il n'y avait que quarante-trois réfugiés hutus, dont la commune aurait aimé se dé-

charger auprès des organisations humanitaires, mais le commandant n'a pas cédé.

La fin de journée a montré à quel point l'équilibre est fragile. Au moment de repasser la frontière pour retourner au Zaïre, le convoi a été arrêté par un incident, une cinquantaine de personnes ayant cru reconnaître dans l'un des chauffeurs des voitures de journalistes un « *espion* » tutsi. L'homme, qui avait déjà risqué sa vie pour 100 dollars, avait commencé d'être emmené par une foule qui voulait « *l'enfermer pour lui demander des précisions* », lorsque le lieutenant Dominique Arrambourg a décidé de prendre ses responsabilités. « *Bon, on vous le ramène* », ont tout de suite obtempéré les assaillants. L'homme s'est bientôt trouvé dans le bureau de l'immigration à montrer ses papiers zaïrois, sous la bonne garde du lieutenant et d'un militaire sénégalais, pendant que la foule continuait.

« *Ces gens-là sont dangereux. Si on se déplace à une centaine de personnes, c'est parce qu'ils sont plus dangereux que quiconque.* » L'incident clos, le lieutenant a reçu par radio l'ordre de rester sur place et de poursuivre le contact avec les autorités du poste-frontière et les agresseurs. « *Sans trop vous afficher* », a conseillé l'officier. « *Les ordres d'aujourd'hui sont d'un subtil* », a ironisé un soldat, presque irrité que soit ainsi rappelée la délicatesse d'une mission dont l'ambiguïté, pas plus qu'à quiconque, ne lui avait échappé.